

Bolsonaro conclut son mandat avec la grâce accordée aux policiers et aux soldats



o

Par Maria Josefina Arce

Le Brésil revit le massacre de la prison de Carandiru. Quelques jours avant la fin de son mandat de président du Brésil et profitant des vacances de Noël, Jair Bolsonaro a gracié des militaires et des policiers, y compris ceux qui ont participé aux événements condamnables de l'ancienne prison de la ville de Sao Paulo, où plus de huit mille prisonniers ont été entassés dans des conditions inhumaines et insalubres.

Cent onze détenus ont été massacrés, 85 d'entre eux exécutés à l'intérieur de leur cellule, sans opposer de résistance, par des policiers qui, malgré les preuves d'un usage excessif et injustifié de la force, n'ont pas été condamnés.

La procédure judiciaire a traîné pendant des décennies et ce n'est qu'il y a dix ans que les policiers, qui ne sont jamais allés en prison, ont été condamnés.

Pour la société brésilienne, Carandiru est un symbole de la violence exercée par les forces de l'ordre, mais aussi de l'impunité que le président sortant est venu défendre avec le pardon accordé.

Immédiatement, des voix se sont élevées pour protester, décrivant cet acte comme un affront à la dignité humaine et aux principes du droit international. Le procureur général de Sao Paulo, Mario Ruiz Sarrubbo, a envoyé une lettre au pouvoir judiciaire brésilien pour qu'il déclare la grâce anticonstitutionnelle.

Au cours de ses quatre années de mandat, Bolsonaro a fait bénéficier les policiers et les militaires de la traditionnelle grâce de Noël, une prérogative, prévue par la Constitution brésilienne, exclusive au président.

Bien qu'il y ait eu des conditions controversées, la relation du capitaine retraité avec l'armée et la police est étroite. Tout au long de son mandat, il s'est appuyé sur les forces de l'ordre et a même placé plusieurs de leurs membres à des postes clés de son gouvernement.

Bolsonaro est nostalgique de la dictature militaire brésilienne, malgré les crimes commis pendant ces années-là. Selon les organisations de défense des droits humains, plus de 20 000 cas de torture ont été recensés, tandis que 8 000 autochtones et au moins 435 opposants ont été assassinés.

En effet, trois mois seulement après son arrivée au palais du Planalto en 2019, il a encouragé les forces armées à commémorer le 55e anniversaire du coup d'État qui a instauré la dictature militaire en 1964, qui a duré jusqu'en 1985.

Le président sortant a également défendu l'usage excessif de la force contre le crime et a préconisé que les agents qui, dans l'exercice de leurs fonctions, tuent une personne qu'ils considèrent comme un criminel, ne soient pas traduits en justice.

La politique de Bolsonaro a entraîné une augmentation des brutalités policières et la mort de civils innocents lors d'opérations. Rappelons le massacre perpétré en 2021 dans la favela de Jacarezinho, à Rio de Janeiro, au cours duquel 28 personnes ont perdu la vie.

L'extrémiste de droite Bolsonaro termine son mandat, marqué par des déclarations controversées racistes, homophobes, sexistes et négationnistes sur le COVID 19, mais surtout par son admiration évidente pour la dictature militaire et ses actions en faveur des officiers.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/308971-bolsonaro-conclut-son-mandat-avec-la-grace-accordee-aux-policiers-et-aux-soldats>



Radio Habana Cuba